



## Direccte de Lorraine

Le 22 janvier 2014

Monsieur le Premier Ministre,

Vous nous avez invités à assister à la présentation de vos vœux aux agents de la fonction publique dans les salons de la préfecture de région à Metz ce jeudi 23 janvier 2014.

En tant que représentants du personnel de la DIRECCTE de Lorraine, nous avons le regret de vous faire savoir que nous ne nous rendrons pas à cette invitation, dans un contexte où nos services, notre travail et donc nous-mêmes, agents publics, sommes trop souvent méprisés, voire dénigrés, y compris par les plus hautes autorités de l'État.

La politique de réduction de la dépense publique, que vous-même et vos prédécesseurs menez depuis plus de dix ans, se traduit par la baisse constante de nos effectifs et de notre pouvoir d'achat. Alliée aux restructurations incessantes et à une gestion managériale autoritaire, elle nous place souvent dans l'impossibilité de remplir correctement nos missions. Aujourd'hui la MAP (modernisation de l'action publique) a de plus en plus de mal à se différencier de la RGPP (révision générale des politiques publiques) puisqu'elle se résume à rechercher de nouvelles économies de personnel et de moyens.

Le président de la République lui-même vient d'affirmer que pour être « plus efficace », l'État devait « dépenser moins ». Il a même jugé l'État « trop lourd, trop lent, trop cher ». Cette image négative de la fonction publique ajoute à la stigmatisation dont les agents de nos services sont victimes depuis de nombreuses années.

Dans notre propre ministère, la réforme du système d'inspection du travail (dite « plan Sapin ») et la récente mise en place d'un « observatoire des renseignements » s'effectuent sans tenir compte des arguments présentés par les représentants du personnel au nom de la majorité des agents, au risque d'aggraver les risques psychosociaux qui se sont traduits malheureusement par plusieurs suicides ou tentatives de suicide. Un comble pour un ministère qui prétend promouvoir le dialogue social et l'amélioration des conditions de travail ! D'autant que cette réforme, qui se fait à marche forcée, accentue la réduction des effectifs de contrôle, donne plus de pouvoirs à la hiérarchie, mais pas à l'inspection du travail.

Oui, nous sommes convaincus que les services publics sont un puissant levier pour lutter contre les inégalités et les injustices sociales, une richesse pour notre pays - et non pas une source de problèmes et de charges.

Oui, nous sommes convaincus que le fonctionnement de l'État peut être amélioré, mais aucune réforme ne se fera sans tenir compte de l'avis des personnels.

Oui, nous sommes convaincus qu'il est urgent d'améliorer la qualité des services rendus aux usagers, mais cela passe aussi par l'amélioration des conditions de travail des agents et la pleine reconnaissance de leur professionnalisme, de leur engagement et de leur rôle.

Recevez, Monsieur le Premier Ministre, nos salutations les plus combattives.

Luc RAUCY, au nom de l'intersyndicale de la  
Direccte de Lorraine